

Critique littéraire de Emmanuel Le Roy Ladurie parue dans le Figaro Littéraire du 04/09/1997

Des chiffres qui déchiffrent l'Histoire

Roi de la démographie (historique), Jacques Dupâquier l'est déjà un peu partout ; il l'est en particulier dans l'Académie des Sciences morales et politiques dont il est membre et où sa parole en ce domaine est volontiers reçue. Le même Dupâquier, en compagnie de son « vieux » complice Jean-Pierre Bardet et d'une pléiade de chercheurs, s'avance maintenant « plus outre » et décroche personnellement un nouveau titre, celui de la performance européenne démographique toutes catégories, de l'Atlantique à l'Oural et même au-delà.

Le livre débute par une étrange spécialité où le docteur Biraben est passé maître, spécialité bien française et consacrée à l'étude chiffrée des populations préhistoriques. Est-il possible effectivement de dénombrer sur une surface donnée le nombre de Néandertaliens au km², ou des Moustériens de jadis, à l'hectare ? Biraben n'en doute pas, il compare donc notre ancien continent avec l'Australie ou la Tasmanie d'avant les Anglais. Il extrapole aussi à partir du nombre des sites archéologiques connus et il obtient par exemple une approximation de 250 000 habitants pour toute l'Europe, il y a dix ou onze millénaires. On était au large, mais ça n'allait pas durer. Le Néolithique caractérisé par le développement de l'agriculture, de la poterie, du tissage, produit une première (ou deuxième ? ou troisième ?) explosion du peuplement. L'Europe entière aurait donc eu 20 à 23 millions d'habitants, cent fois plus que le chiffre précédent vers 2300 av. J.-C. ; dont 1,5 million (?) pour la seule Grèce, zone la plus densément peuplée. Quant à la Gaule d'avant César vers l'an 5 avant notre ère, elle serait déjà à six millions d'âmes. Bien des siècles auparavant, la mort violente était déjà répandue, les squelettes ultra-anciens évoqués par nos auteurs portent la trace d'innombrables pointes de flèches plus ou moins bien ajustées.

Ces histoires de violence en tout cas nous incitent à évoquer les effectifs humains des puissances militaires ou simplement politiques de l'époque préchrétienne : grands états ou archipels de cités. Il y aurait donc eu deux millions de personnes dans la Grèce du temps de Périclès, au Ve siècle ; trois millions de « Romains » (esclaves non compris) au IIIe siècle avant notre ère, quand la poigne latine déjà s'appesantissait sur la péninsule. L'empire romain tardif aurait, lui, 26 millions de résidents contre 16 à 17 millions pour le très fragile empire carolingien, plus tard, au IX^e siècle. La « France » de l'an mil, dans ses limites actuelles, ne serait encore qu'à six millions de descendants des ci-devant Gaulois, quitte à monter jusqu'à 19 millions en 1347 (et non pas en 1439 comme le laisse entendre l'ouvrage à la suite d'une grave coquille typographique).

La peste, à partir de 1348, se trouve être bien évidemment l'un des grands personnages démographiques ou plutôt antidémographiques de l'histoire d'hier. Elle a sévi presque sans interruption, d'une année sur l'autre, à l'échelle du Vieux Continent. Il y avait toujours un accès de peste quelque part. Cette maladie a pourtant fini par disparaître de l'Europe du nord-ouest à partir de 1670, et du Midi de la France après 1720, date de l'énorme et ultime peste marseillaise. Certains historiens seraient tentés d'expliquer cette décadence de la peste par une atténuation de la nocivité des bacilles de Yersin, grands responsables d'une telle épidémie.

Dans la réalité, ce seraient plutôt les cordons sanitaires, installés par les armées des grands Etats européens qui auraient cantonné donc finalement anéanti les contagions pesteuses au tournant des XVII^e-XVIII^e siècles : à l'époque on allait jusqu'à fusiller pour leur apprendre à vivre les passeurs illégaux de ces cordons sanitaires, passeurs soupçonnés de transmettre le germe néfaste. Et puis l'on priait : « De l'épidémie, de la famine, de la guerre, protégez-nous Seigneur. »

En ce qui concerne cette dernière calamité, la guerre, destructrice directe ou indirecte des peuplements, le livre ne nous laisse pas sur notre faim. Exemple : une vaste portion géographique de l'Allemagne a perdu entre

un tiers et la moitié de sa population pendant la Guerre de trente ans (1618-1648), celle-ci menée pour des raisons religieuses et idéologiques toujours très meurtrières comme chacun sait. Ces pertes teutonnes, on les subodorait depuis longtemps mais les calculs sophistiqués des « arithméticiens » de notre époque en apportent la preuve irréfutable et même chiffrée. On voit que par moments l'histoire, ô bonheur, prend des allures de science exacte !

Structure et conjoncture : autre contraste offert lui aussi à maintes reprises dans ce « Bardet-Dupâquier ». Qu'en est-il par exemple de ce qu'on appelle couramment le « beau XVI^e siècle » ? Ici les graphiques du livre relatifs à des populations croissantes expressives d'une bonne santé de l'économie de la Renaissance, parlent d'eux-mêmes : en Angleterre, en Allemagne, le beau XVI^e siècle va jusqu'en 1600 et au-delà, grâce à l'absence de guerre civile. En France, par contre, le beau XVI^e siècle se termine dès 1560 à cause du déclenchement des guerres de religion si traumatisantes. Les statistiques de Biraben relatives au nombre global des baptêmes français, décroissant après cette date, sont formelles.

Les taux d'urbanisation sont un autre objet d'étude, très justifié, chez nos deux principaux auteurs ainsi que leurs collègues. A la fin du Moyen Âge ou au début de la Renaissance, il faut neuf ruraux pour nourrir un citadin et plus généralement pour l'entretenir. Rien à voir avec la situation actuelle où, dans les pays développés du moins, on devrait plutôt inverser de tels chiffres : neuf citadins pour un agriculteur ou moins encore à la veille de l'an 2000. Or, du XVI^e siècle au XVIII^e siècle, la technologie agricole, n'ayant progressé que fort peu, le pourcentage médiéval de 10 % de citadins ne sera que très lentement dépassé. On arrivera quand même à des 12 % voire 15 % de peuplement urbain ou un peu davantage à la veille de la Révolution française. Et puis celle-ci va casser pour quelques décennies la lourde machine économique tant céréalière que manufacturière et commerciale. Cette même « machine » qui, sous l'Ancien Régime, contribuait à faire aller de l'avant la société française. Et, du coup, au temps du premier empire on retombe à des niveaux d'urbanisation inférieurs, quitte à ce que tout cela s'arrange peu à peu après la chute de Napoléon...

Au-delà des chiffres bruts, il faudrait s'attacher aussi, comme c'est le cas, au concept de système démographique et d'équilibre entre natalité, mortalité, nuptialité... A Rouen, par exemple, ville bien étudiée par Jean-Pierre Bardet, dans une population de Normands prévoyants et prudents, la limitation des naissances commence dès le XVIII^e siècle parmi les élites mais aussi dans le peuple. On passe de cinq enfants par couple en moyenne sous Louis XIV à quatre puis à trois seulement sous Louis XV et sous Louis XVI. Et puis, autre exemple frappant, à Rouen toujours, au XVII^e siècle, on était seulement à 5 % de femmes mariées qui n'avaient pas du tout d'enfant, surtout pour des raisons de stérilité purement corporelle et physiologique. Or, ce pourcentage double au XVIII^e, signe d'individualisme croissant parmi les Normandes, alors qu'on imagine trop souvent celles-ci sous la forme de l'image naïve de Perrette et du pot au lait. Avant même d'être nées, Simone de Beauvoir et Yvette Roudy avaient fait des disciples sans le savoir dans le deuxième sexe en notre Normandie et ailleurs. L'autre arme contraceptive de l'Europe classique, depuis longtemps signalée par Chaunu, c'était le mariage tardif des femmes (et des hommes), à 24, 25 ou 26 ans, de quoi faire un ou deux enfants de moins, par simple retard de la première naissance.

Et puis, au fil du livre, dont on ne saurait trop souligner l'infinie variété, on retrouve avec plaisir une fois de plus l'impressionnant défilé des chiffres globaux dès lors qu'on s'éloigne du cadre, devenu trop usuel, de l'Europe occidentale. Cet internationalisme authentique est du reste l'un des grands mérites de la « somme » dupâquieriste qui nous est offerte en l'occurrence. Nous virevoltons sur les bords du Danube, de la Volga, de la Vistule...

Piquons donc les nombres un peu au hasard : l'Autriche avait 850 000 habitants en 1347 et deux millions en 1700. Population beaucoup plus dynamique que celle de la France par conséquent, mais à des niveaux bien plus bas. La Bohême, étrillée elle aussi par les guerres de Trente ans passe de trois millions d'âmes en 1617 à deux millions en 1680. Lourde perte ! Un million de Tchèques en moins. La Slovaquie prodigieusement proliférante transite de 200 000 personnes en 1210 à un million en 1600. Ainsi, les Slovaques pratiquent-ils à la lettre le grand commandement de la Bible, croissez et multipliez, que les poètes du XVII^e siècle traduiront plus simplement par l'impératif unique et pluriel : Foutez, foutez, foutez ! Il est vrai qu'ensuite en cette même

Slovaquie le moteur populationniste va tomber en panne. La faute aux Turcs semble-t-il. La palme en tout cela revient pourtant à la Russie : 15 millions d'habitants en 1719 (moins que la France), mais 38 millions en 1800, beaucoup plus que l'Hexagone. Le rouleau compresseur des Slaves de l'Est est donc en marche. Il ne s'arrêtera que de nos jours, faute de combattants. Je veux dire faute de naissances en nombre suffisant. Problème de dénatalité assez général sur le Vieux Continent, à l'Orient comme à l'Occident de notre petit cap eurasiatique ! Voilà donc une question vivement contraceptive sur laquelle le prochain volume de cette série « populationniste » nous apportera, sans nul doute, des lumières nouvelles...
